

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FERROPEM

Usine des Clavaux
38220 Livet-et-Gavet

Références : 2025-Is006TS2
Code AIOT : 0006102997

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement FERROPEM implanté usine des Clavaux route des 6 Vallées 38220 Livet-et-Gavet. L'inspection a été annoncée le 20/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le plan de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. La dernière inspection du site a eu lieu le 06/07/2021. Un point a été fait sur les suites données à cette inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERROPEM
- usine des clavaux route des 6 Vallées 38220 Livet-et-Gavet
- Code AIOT : 0006102997
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FERROPEM (désormais FERROGLOBE FRANCE), spécialisée dans la production de ferroalliages et d'énergie électrique, produit sur son site de Livet-et-Gavet (site des Clavaux) du silicium destiné à la fabrication de silicones, au marché photovoltaïque et au marché de la métallurgie ; les fumées de silice sont récupérées et revendues à l'industrie du béton et des fibrociments.

L'usine des Clavaux existe depuis 1897. La production de ferrosilicium débute en 1961, puis celle de silicium à compter des années 1970-1980. Le site est exploité par la société FERROPEM depuis 2005. A partir de 2016, FERROGLOBE FRANCE devient le nouvel exploitant.

Le site est localisé en rive gauche de la moyenne vallée de La Romanche. Il fonctionne 24h/24, 7j/7. Depuis 2022, le site est revenu sur un mode de fonctionnement saisonnier : les fours sont arrêtés en période hivernale.

Le site emploie 152 personnes intérimaires compris hors période d'arrêt (chiffre d'octobre 2024).

Les activités du site sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral du 18/07/2008 modifié par arrêté du 14/08/2020 suite au réexamen IED des conditions d'exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, il est constaté que les travaux de renforcement et de consolidation de la berge en rive gauche de la Romanche autorisés par la DDT le 23/09/2024 n'ont toujours pas été réalisés alors que l'exploitant avait sollicité **la réalisation de ces travaux en urgence**.

L'exploitant déclare que la commande a été passée.

Les travaux devaient débuter en décembre 2024.

Le jour de l'inspection, l'exploitant déclare que le réseau incendie de l'usine qui alimente les poteaux incendie est hors service en raison de travaux de rénovation. La réserve d'eau du site reste disponible.

L'exploitant déclare avoir informé le SDIS de l'indisponibilité temporaire des moyens de lutte contre l'incendie.

En revanche, aucune information n'a été faite à l'inspection.

Proposition de suites :

Bien que les ateliers soient à l'arrêt, des stockages de matières premières sont susceptibles de présenter des risques d'échauffement. L'exploitant présente sous un délai de 15 jours les mesures compensatoires mises en œuvre à l'absence des moyens habituels de lutte contre l'incendie pour maîtriser les risques au niveau des stockages.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 1er et 2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Travaux d'insonorisation (atelier opérations de granulation)	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 16	Demande d'action corrective	2 mois
5	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 19	Demande d'action corrective	1 mois
6	Gestion des	Arrêté Préfectoral du	Mise en demeure, respect de	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	pollutions historiques du site (suites inspection du 06/07/21)	14/08/2020, article 29	prescription	
8	Autosurveillance des rejets air	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 8 et 18	Demande d'action corrective	3 mois
10	Mise en circuit fermé des eaux de refroidissement	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 4.3.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suites données à l'inspection du 06/07/2021	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article /	Sans objet
3	Rénovation du circuit de captation en amont du filtre n°2	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 13	Sans objet
7	Installations de traitement des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 5 et 24	Sans objet
9	Mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires	Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a investi dans la maintenance de ces installations de traitement des rejets atmosphériques, ce qui lui permet d'améliorer le taux de conformité de ses rejets aux valeurs limites d'émissions (VLE) prescrites, notamment en poussières. Par ailleurs, le non redémarrage du four n°3 contribue à une baisse des émissions.

Cette situation de respect des VLE doit être pérennisée.

Toutefois, les rejets du conduit n°3 (filtre n°3) présentent des dépassements ponctuels de VLE en flux liés au débit d'aspiration supérieur au débit nominal. Cette situation doit être surveillée.

De manière générale, il est attendu de la part de l'exploitant plus de rigueur et de pro-activité dans la transmission des documents à l'inspection et dans la communication des événements qui affectent la sécurité du site comme la rénovation des moyens internes de défense contre l'incendie. L'inspection a constaté que l'échéance de transmission du diagnostic technique des deux anciennes décharges est dépassée depuis 3 ans et demie. La non conformité avait déjà été constatée par l'inspection lors de la visite du 06/07/2021 sans suite donnée par FERROGLOBE. Dans ces conditions,

l'inspection propose à la préfète de mettre en demeure FERROGLOBE France de se conformer, sous un délai de 3 mois, aux dispositions de l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 14/08/2020.

Afin de régulariser la situation administrative du site, il est également proposé à la préfète de prendre acte du changement de dénomination sociale de l'usine des Clavaux au profit de la société FERROGLOBE France.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 1er et 2							
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des activités							
Prescription contrôlée :							
1- Situation administrative							
<p>ARTICLE 1er - La société FERROPEM, dont le siège social est situé 517 avenue de la Boisse - 73000 CHAMBERY, est autorisé à poursuivre l'exploitation de son usine des Clavaux située route des Six Vallées sur la commune de LIVET-ET-GAVET (38) dans les conditions fixées par le présent arrêté.</p> <p>Article 1.2.1 de l'APC n°2008-06759 du 18/07/2008 modifié</p>							
Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
3420	e	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : e) Non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium.	Production de silicium - Four n° 1 (silicium) : puissance 26 MW, capacité de production de 52 t/j - Four n° 2 (silicium) : puissance 27 MW, capacité de production de 54 t/j - Four n° 3 (silicium) : puissance 12 MW, capacité de production de 24 t/j Capacité de production de 35400 t/an de silicium métal	Rubrique « principale »	/	/
3250	1	A	Production, transformation des métaux et alliages non ferreux : Production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques		/	/	/
2515	1b	D	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage,		Puissance installée de l'ensemble des	40kW<P<200 kW	126 kW

			tamissage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels.		machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation		
4801	1	A	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.	Stockage de houille (3000 t), charbon (275 t) et coke (525 t)	Quantité susceptible d'être présente	>500 t	3800 t

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1532	2	D	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public.	Stockage de bois de 3500 m ³ (soit 1000 tonnes)	volume susceptible d'être stocké	1000 m ³ <V<20000 m ³	3500 m ³
4718	2	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2.	Citerne de propane de 35t	Quantité susceptible d'être présente	6 t<q<50 t	35 t
4725	2	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	Stockage d'oxygène liquide : 40 t (35 m3)	Quantité totale susceptible d'être présente	2 t<q<200 t	80 t

Constats :

L'exploitant déclare que la société FERROGLOBE FRANCE exploite le site des Clavaux depuis 2016. Le changement d'exploitant n'a pas été déclaré au préfet contrairement aux dispositions de l'article R.181-47 du code de l'environnement.

Dans le cadre de l'inspection, l'exploitant a transmis l'extrait K-Bis en date du 12 décembre 2024 de la société FERROGLOBE FRANCE.

En 2024, le siège social a été transféré à une nouvelle adresse : 711 avenue des Landiers Immeuble Landart - Bâtiment A, 3ème étage 73 000 CHAMBERY.

Le numéro SIRET reste inchangé.

A regard du tableau des activités figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/07/2008 modifié, l'exploitant déclare ne plus stocker de charbon sur site.

La puissance déclarée au titre de la rubrique 2515 pourrait également avoir été sous-estimée au vu de la puissance figurant dans la revue énergétique du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition de suites n°1 :

L'exploitant transmet à l'inspection, sous un délai de 1 mois, un tableau de l'ensemble des activités à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Suites données à l'inspection du 06/07/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article /
Thème(s) : Autre, Suivi des suites de l'inspection précédentes
Prescription contrôlée : Courrier de réponse de l'exploitant en date du 24/08/2021
Constats : NC n°1 NC n°1 : remettre en état les manches du filtre concassage n°1 de manière à respecter la valeur limite d'émissions en poussières. Il est prévu début septembre (retour à un effectif normal des équipes de maintenance) un contrôle complet du fonctionnement du filtre concassage n°1 ainsi que le remplacement des manches qui seront détectées en état insatisfaisant. Les travaux de remise en état du filtre à manche de l'installation de concassage n°1 se sont déroulés en deux temps entre 2021 et 2024. Ils sont désormais achevés. NC n°2 NC n°2 : mettre en place des actions correctives afin de respecter la valeur limite d'émissions en sortie de granulés (et modifier le cas échéant la technologie de filtration en cas de maintien de la technologie de séchage des granulés par voie thermique). Un filtre à manche a été mis en place en août 2023 en complément du cyclone existant pour améliorer les captations des poussières de l'installation de séchage des granulés par voie thermique. Observation n°3 2. <u>EMISSIONS ATMOSPHERIQUES DIFFUSES</u> Observation n°3 : préalablement au redémarrage éventuel du four n°3, la faisabilité de mettre en place une captation des émissions diffuses issues du poste de recoule en lingotières du four n°3 devra être étudiée (avec propositions d'actions d'améliorations). Cette observation est prise en compte mais dans le cas d'un redémarrage du four n°3, il ne sera pas possible d'améliorer la captation des fumées diffuses lors de la recoulée en piscine. Etant donné la manutention au pont roulant de la poche et la grande dimension des lingotières, l'installation d'une hotte fixe ou mobile n'est pas possible techniquement. Sur le second mode de recoulée en pots de ségrégation, il existe déjà une aspiration fixe. Néanmoins, nous nous efforcerons de vous proposer la meilleure solution d'aspiration des fumées diffuses.

Il est pris note que le four n°3 de recoulé en lingotières en piscine est toujours à l'arrêt depuis le mois de mars 2020.
Son redémarrage n'est pas prévu pour l'instant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rénovation du circuit de captation en amont du filtre n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 13

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses

Prescription contrôlée :

ARTICLE 13 - Les dispositions du paragraphe 8.1.2.4 de l'article 8.1.2. de l'arrêté préfectoral complémentaire N°2008-06759 du 18 juillet 2008 sont complétées par les dispositions ci-dessous :

« Plusieurs arrêts annuels de courte durée sont réalisés en vue d'une maintenance préventive des systèmes de captation et de filtration. Par ailleurs, ces installations font l'objet systématiquement d'un arrêt annuel de plus longue durée pour grand entretien.

Le circuit de captation situé en amont du filtre n°2 (plénium) est remplacé (ou a minima intégralement rénové et renforcé) dans un délai de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté, afin de lui conférer une étanchéité aux gaz pérenne dans le temps ».

Constats :

L'exploitant a procédé à la rénovation des parties endommagées du circuit de captation en amont du filtre n°2.

L'exploitant a présenté les photos qui attestent de ces travaux.

Observation n°1 :

L'inspection préconise la mise en place d'un plan d'inspection pour suivre l'évolution dans le temps des gaines de captation et garantir l'étanchéité de la tuyauterie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux d'insonorisation (atelier opérations de granulation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores

Prescription contrôlée :

ARTICLE 16 - Les dispositions du paragraphe 8.1.2.11 « opération de granulation » de l'article 8.1.2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire N°2008-06759 du 18 juillet 2008 sont complétées par les dispositions suivantes :

(...)

Par ailleurs, l'exploitant procède à des travaux complémentaires d'isolation acoustique de la toiture du bâtiment granulation avant fin 2021, sans toutefois réduire l'efficacité et les surfaces des événements d'explosion du bâtiment ».

<p>Constats :</p> <p>Des panneaux d'isolation acoustique ont été posés en mars 2022 au niveau du mur intérieur du bâtiment en granulation. En mars 2024, des intempéries ont causé des dommages importants sur ces panneaux. L'ensemble des panneaux a été retiré. L'exploitant prévoit la pose de nouveaux travaux d'isolation acoustique pendant l'arrêt de l'usine cet hiver. Les commandes ont été passées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Proposition de suites n°2 : L'exploitant procède avant le redémarrage de l'usine (sous un délai maximum de 2 mois) aux travaux de remise en état des plaques d'insonorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Surveillance environnementale

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Impact des rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 19 - Les dispositions de l'article 9.2.1.2 « mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement » de l'arrêté préfectoral complémentaire N°2008-06759 du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions ci-dessous :</p> <p>ARTICLE 9.2.1.2. Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air et des retombées atmosphériques dans l'environnement du site, portant sur les paramètres et compartiments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans l'air ambiant : poussières (PM10), NOx, SOx - dans les retombées atmosphériques (mesures par jauges Owen ou équivalent) : poussières et métaux lourds <p>Sauf justificatif particulier fourni par l'exploitant la liste des métaux lourds est la suivante : cadmium, thallium, mercure, antimoine, étain, arsenic, plomb, chrome, cobalt, cuivre, manganèse, nickel, vanadium, zinc et leurs composés.</p> <p>Les points de surveillance sont définis sur la base d'une étude de dispersion.</p> <p>Le cahier des charges du programme de surveillance et ses modalités de mise en œuvre sont préalablement transmis à l'inspection des installations classées pour avis. Le cahier des charges comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • description et justification des différents points de prélèvements et/ou mesures et de leur environnement proche (présence éventuelle d'autres sources notamment) ; • nombre de points d'analyse dans la zone sous influence, dans la zone sous les vents dominants et dans la zone « témoin » ; • modalités de prélèvements, mesures et analyses, notamment vis-à-vis du respect des normes en vigueur.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par des laboratoires compétents conformément à ce cahier des charges. En ce qui concerne la surveillance de l'air ambiant, les méthodes de prélèvement et d'analyses à mettre en œuvre sont celles qui sont mises en œuvre dans le cadre de la surveillance de la qualité de l'air en application de l'arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux modalités de surveillance de la qualité de l'air et de l'information du public.

Toute modification de ce cahier des charges ou des paramètres à surveiller est transmise à l'inspection des installations classées.

La première campagne est mise en œuvre **avant fin avril 2021 (avec transmission du cahier des charges avant fin décembre 2020)**, puis **tous les 2 ans**.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans le mois suivant la réception des résultats, un rapport comportant, a minima, les informations suivantes :

- synthèse des résultats accompagnée de la documentation nécessaire pour valider les résultats (notamment bulletins d'analyse des laboratoires) ;
- cartographie des résultats ;
- interprétation des résultats notamment au regard des valeurs réglementaires et recommandations en vigueur ainsi que des niveaux enregistrés au niveau national ;
- commentaires sur les résultats et propositions éventuelles de suites à donner au regard des résultats obtenus.

Au vu des résultats obtenus, le préfet peut demander que des mesures complémentaires soient réalisées.

Constats :

La surveillance environnementale est réalisée par ATMO AURA à partir de deux campagnes de mesures par an.

Les premières campagnes ont eu lieu en 2022. Une nouvelle campagne de mesures a été mise en œuvre au printemps 2023.

La prochaine campagne est planifiée en 2025 après le redémarrage des fours.

Un bilan intermédiaire en date du 04/08/2023 a été rédigé par ATMO AURA.

En conclusion il est pris note que les mesures réalisées en 2022 et 2023 ne montrent aucun risque de dépassement des valeurs réglementaires en PM10, PM2,5, NO2 et SO2 en air ambiant, et en métaux dans les retombées.

Il est également mentionné que la remise en service de la station météorologique de FERROGLOBE permettrait de mieux comprendre la météorologie locale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition de suites n°3 :

L'exploitant procède sous un délai de 1 mois à la remise en service de la station météorologique de l'usine des Clavaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Gestion des pollutions historiques du site (suites inspection du 06/07/21)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des pollutions historiques
Prescription contrôlée : ARTICLE 29 : Gestion des pollutions historiques présentes sur site Vis-à-vis des pollutions métalliques identifiées au droit du site, et des deux anciennes zones de dépôt de déchets (dénommées ancienne décharge CUAEM et ancienne décharge SECHEMEAU), l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes : - <u>l'ensemble des surfaces situées dans l'emprise du site, et en particulier les zones actuelles de dépôt situées au nord et au sud du site, doivent présenter une protection physique destinée à supprimer la voie d'exposition par ingestion ou inhalation de poussières</u> (asphalte, stabilisé, béton, couche de terres végétales saines d'au moins 10 cm après compactage...) ; - les <u>deux anciennes zones de dépôt de déchets</u> (anciennes décharges) sont si besoin réaménagées afin de répondre aux objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none">• <u>protection vis-à-vis de l'infiltration des eaux pluviales</u> et de <u>ruissellement</u> vers l'intérieur de la décharge ;• <u>suppression du risque d'envols de poussières</u> ;• <u>protection des décharges vis-à-vis d'une crue de La Manche.</u> A cette fin, l'exploitant réalise un <u>diagnostic technique de la configuration des deux décharges</u> vis-à-vis des objectifs ci-dessus, et transmet à l'inspection des installations classées, d'ici fin juin 2021 , les <u>conclusions de ce diagnostic accompagné</u> , le cas échéant, de propositions techniques et d'échéances de réalisation.

Constats :

Courrier de FERROPEM du 24/08/2021 à la NC n°5.

8. GESTION DES POLLUTIONS HISTORIQUES PRESENTES SUR SITE

NC n°5 : Rechercher la localisation précise des 2 anciennes zones de déchets (CUAEM et SECHEMEAU), et éclaircir les éléments figurant dans le rapport de base, afin de transmettre des éléments permettant de répondre aux dispositions de l'article 29 de l'AP du 14/08/2020 (diagnostic technique de la configuration des deux décharges).

Le rapport de base du 02/03/2017 avait relevé les sources de pollution potentielles suivantes :

- ancienne décharge SECHEMEAU (exploitée entre début 1900 et 1960) située sur un talus dont la base affleure La Romanche (dépôt de laitier de fabrication et des résidus de balayage) ;
- ancienne décharge CUAEM (exploitée entre début 1900 et 1971) : également située sur un talus en bordure de Romanche (crasse de ferrosilicium, fonds de four, électrodes usagées (coke), sous-produits du corindon, du ferrosilicium titanifère, crayons de perçage graphite, laitier de ferromanganèse et de silicium, poussières de dépoussiérage : la majeure partie de ces déchets ont été évacués vers la décharge du Cod de l'âne (décharge réhabilitée et faisant l'objet d'un arrêté préfectoral n°96-4791 du 16 juillet 1996 relatif à la remise en état de la décharge et à la surveillance des eaux souterraines).

L'exploitant n'a pas réalisé le diagnostic technique de la configuration des deux décharges afin d'évaluer la nécessité de mettre en place les mesures de protection définies à l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 14/08/2020.

Dans le cadre des suites données à l'inspection du 06/07/2021, aucune investigation supplémentaire n'a été réalisée par l'exploitant sur la localisation précise de ces deux anciennes décharges et sur les éléments figurants dans le rapport de base à ce sujet.

Le diagnostic technique doit être réalisé par un bureau d'étude spécialisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Etant donné que l'échéance de transmission du diagnostic technique des deux anciennes décharges est dépassée depuis 3 ans et demie et que la non conformité avait déjà été constatée par l'inspection lors de la visite du 06/07/2021 sans suite donnée par FERROGLOBE France, l'inspection propose à la préfète de mettre en demeure FERROGLOBE France de se conformer, sous un délai de 3 mois, aux dispositions de l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 14/08/2020.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Installations de traitement des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 5 et 24

Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

ARTICLE 5

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions ci-dessous.

ARTICLE 3.2.2. Conduits et installations raccordées

Les différents points de rejets canalisés présents sur le site sont actuellement les suivants :

N° de conduit	Désignation	Installations raccordées	Type de rejet	Installation de traitement
1	Filtre n°1	Four n°1	canalisé	Filtre à manches de type bag-house composé de 12 cellules de filtration de 152 manches (manches en gore tex)
2	Filtre n°2	Fours n°2 et n°3	canalisé	Filtre à manches de type bag-house, composé de 16 cellules de filtration de 144 manches (manches en gore tex)
3	Filtre n°3	Fours n°2 et n°3 Recoulée des fours n°1 et n°2 Poches four n°1 en attente Carrousel Lingotières fixes Granulation Affinage four n°3	Canalisé diffus diffus diffus diffus diffus	Filtre à manches de type bag-house, composé de 8 cellules de filtration de 112 manches (manches en gore tex)
4	Criblage 1	Concassage, criblage de silicium n°1	canalisé	Filtre à manches
5	Criblage 2	Concassage, criblage de silicium n°2	canalisé	Filtre à manches
6	Condi	conditionnement	canalisé	Filtre à manches
7	Séchage	Séchage des granulés	canalisé	Cyclone

ARTICLE 24

Les dispositions de l'article 9.4.1 « bilan mensuel » des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions ci-dessous.

Un bilan mensuel est élaboré par l'exploitant et transmis à l'inspection des installations classées tous les 3 mois. Il indique en particulier pour chacun des 3 fours et installations de filtration :

- le nombre d'heures totales de fonctionnement de chaque four ;
- le nombre d'heures de by pass pour chacun des fours (absence de traitement des fumées), et la cause du by pass ;
- le nombre d'heures de fonctionnement de chaque four à puissance réduite, laquelle sera précisée (article 8.1.2.7.b) alinea 1) ;
- le nombre d'heures de fonctionnement de chacun des fours en mode dégradé (article 8.1.2.7.b) alinea 3) ;
- le nombre de manches isolées par filtre et le pourcentage de manches opérationnelles ;
- les interventions de maintenance réalisées sur les systèmes de captation et de filtration ;
- les événements notables.

Il indique également, pour l'installation de granulation :

- le suivi du nombre d'explosions enregistrées, en période de jour et en période de nuit.
- l'évolution du nombre d'explosions par tonne de silicium produit

Constats :

L'inspection note qu'une gaine d'aspiration a été mise en place en 2022 au-dessus des becs de coulés du four n°1 afin de capter les émissions diffuses de poussières.

Il est également noté que l'équipement de traitement des rejets canalisés de l'installation de séchage des granulés (conduit n°7) a été complété par la mise en place d'un filtre à manches en plus du cyclone existant.

L'exploitant a présenté le bilan mensuel de fonctionnement des fours 1 et 2 et des filtres associés en 2023 et 2024.

L'inspection note que :

- la fréquence de transmission trimestrielle de ces bilans n'est pas respectée ; les bilans ont été transmis à l'inspection sur demande,
- les informations requises à l'article 24 figurent dans les bilans mensuels,
- pour le filtre n°2 (qui traite les rejets canalisés des fours n°2 et 3 (à l'arrêt)), 4 cellules sur les 16 au total sont isolées depuis le mois d'avril 2023 car les manches sont très détériorées ; le pourcentage de manches opérationnelles affichées par l'exploitant se base sur un nombre total de 12 cellules et non 16 ; cette réduction de filtration n'affecterait pas l'efficacité du traitement puisque le four 3 est à l'arrêt, ceci-étant l'exploitant doit mettre en place les actions correctives pour remettre en service les cellules défectueuses du filtre n°2 ; le calcul du pourcentage de manches opérationnelles n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection,
- l'activité de FERROGLOBE est redevenue saisonnière : le four 1 a été arrêté à la fin du mois d'octobre 2023 jusqu'à la fin du mois de mars 2024 ; le four 2 a été arrêté de la fin du mois de décembre 2023 jusqu'à la fin du mois de mars 2024 ; le jour de l'inspection les deux fours étaient à l'arrêt ; l'exploitant justifie le retour à un fonctionnement saisonnier à cause du coût de l'énergie.

Observation : L'exploitant doit procéder à la remise en état des cellules de filtration défectueuses du filtre n°2.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autosurveillance des rejets air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 8 et 18

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air

Prescription contrôlée :

ARTICLE 18

Les dispositions du paragraphe 9.2.1.1 « mesures des rejets atmosphériques » de l'article 9.2.1. de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions ci-dessous.

ARTICLE 9.2.1.1. Mesures des rejets atmosphériques

ARTICLE 9.2.1.1. Mesures des rejets atmosphériques

Paramètres	Norme de mesure	Conduits n°1, n°2 et n°3	Conduits n°4, n°5 et n°6	Conduit n°7
Débit(*)	-	trimestrielle	annuelle	annuelle
Poussières	NF EN 13284-1		annuelle	annuelle
O ₂	NF EN 14789		-	-
CO	NF EN 15058		-	-
CO ₂	-		-	-
SO ₂	EN 14791		-	-
NO _x exprimés en équivalent NO ₂	EN 14792		-	
COVNM	-	semestrielle	-	
COVT	EN 12619		-	
Métaux et leurs composés (**): Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Sn, V, Zn, Ti, As	EN 14385		Annuelle (***)	Annuelle (***)
Cr _M (**)	-	annuelle		
Hg (**)	EN 14884 EN 13211	annuelle		
HAP	NF X 43329	annuelle	-	-
Benzo[a]pyrène	NFX 43 329	annuelle	-	-
PCDD/PCDF (ng/Nm ³)	EN 1948-1-2-3	annuelle	-	-

(*) Dans le cas des bag-houses, les débits sont évalués en amont et en aval du traitement en tenant compte du facteur de dilution, calculé à partir d'un paramètre gazeux représentatif.

(**) pour les fours, la quantification des métaux intègre la fraction gazeuse et la fraction particulaire

(***) : la surveillance pourra être interrompue après 2 campagnes de mesures si les résultats en flux émis sont inférieurs à 20% des valeurs limites fixées.

Les dispositions de l'article 3.2.3. de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions ci-dessous.

ARTICLE 3.2 3. Conditions générales de rejet

N° de conduit	Désignation	hauteur	Débit nominal d'aspiration en Nm³/h	Vitesse minimale d'éjection
1	Filtre n°1	(*)	360000	-
2	Filtre n°2	(*)	493200	-
3	Filtre n°3	(*)	295200	-
4	Criblage 1	(*)	35000	8 m/s
5	Criblage 2	(*)	20000	8 m/s
6	Condi	(*)	10000	8 m/s
7	Séchage	(*)	20000	8 m/s

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

(*) « Les hauteurs seront rendues conformes à l'article 52 de l'arrêté du 2 février 1998 en cas de modification substantielle des installations raccordées »

ARTICLE 3.2.4. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Concentrations instantanées en mg/Nm³	Conduits n°1, n°2 et n°3 (filtres)	Conduit n°4 (criblage 1)	Conduit n°5 (criblage 2)	Conduit n°6 (condi)	Conduit n°7 (séchage)
Poussières	5	10 5 (a)	10 5 (a)	10 5 (a)	10 5 (a)
SO ₂	150	-	-	-	-
NO _x en équivalent NO ₂	100	-	-	-	-
COVNM	10	-	-	-	-
Métaux et leurs composés (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn + Pb + Hg + As + Cd + Tl)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Cd	0,05	-	-	-	-
HAP (*)	0,1	-	-	-	-
Dioxines (PCDD/PCDF) en ng/Nm³	0,05 (**)	-	-	-	-

(*)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a,h)anthracène, benzo(a)anthracène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, indéno(1,2,3-cd)pyrène, benzo(ghi)pérylène, naphthalène, acénaphthylène, acénaphthène, fluorène, phénanthrène, anthracène, pyrène, chrysène.

(a) Valeur à respecter à compter du 30 juin 2020 (publication du BREF NFM + 4 ans).

(**): en moyenne sur une période d'échantillonnage d'au moins 6 heures

ARTICLE 8

Les dispositions de l'article 3.2.5. de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions ci-dessous :

ARTICLE 3.2.5. VALEURS LIMITES DES FLUX de polluants rejetés

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux	Conduit n°1 (filtre 1)	Conduit n°2 (filtre 2)	Conduit n°3 (filtre 3)	Conduit n°4 (criblage 1)	Conduit n°5 (criblage 2)	Conduit n°6 (condi)	Conduit n°7 (séchage)	Emissions totales (**)
Poussières (en kg/h)	1,8	2,47	1,48	0,2 0,15 (a)	0,2 0,1 (a)	0,2 0,05 (a)	0,2 0,1 (a)	55 t/an
SO ₂ (en kg/h)	40	40	20	-	-	-	-	
NO _x en équivalent NO ₂ (en kg/h)	20	20	10	-	-	-	-	
COVNM (en kg/h)	3	5	2	-	-	-	-	
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn + Pb + Hg + Cd + As + Tl) (en g/h)	150	200	100	15	10	5	10	2 t/an
Cd (en g/h)	5	7	3					50 kg/an
HAP (en g/h) (*)	35	50	30	-	-	-	-	
Dioxines (PCDD/PCDF) (en µg/h)	15	20	10	-	-	-	-	50 mg/an

(*)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a,h)anthracène, benzo(a)anthracène, benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, indéno(1,2,3-cd)pyrène, benzo(ghi)pérylène, naphthalène, acénaphthylène, acénaphène, fluorène, phénanthrène, anthracène, pyrène, chrysène.

(**) : concernant les flux annuels de poussières, la valeur limite s'applique à la somme des rejets canalisés et diffus

(a) Valeur à respecter à compter du 30 juin 2020 (publication du BREF NFM + 4 ans).

Constats :

L'exploitant a présenté le tableau de synthèse des résultats de surveillance des rejets atmosphériques pour l'année 2023 et 2024.

L'inspection note que :

- les valeurs limites à l'émission en concentration et en flux sont respectées pour le conduit n°1 (filtre 1) et le conduit n°2 (filtre 2) en 2023 et 2024 ;
- les fréquences de surveillance sont respectées pour les conduits n°1, n°2 et n°3 en tenant compte des contrôles inopinés en 2023 et 2024,
- pour les conduits n°4, 5, 6 et 7, pour une meilleure compréhension, le tableau de synthèse des résultats de l'exploitant doit reprendre le même libellé que l'arrêté préfectoral ; certains de ces rejets n'ont pas fait l'objet d'une mesure annuelle en 2023 et 2024 en raison de l'arrêt des ateliers lors de la présence du prestataire en charge des mesures de rejets ; ce constat n'est pas satisfaisant ; dans de telles conditions, l'exploitant doit reprogrammer une nouvelle intervention avec son prestataire et justifier d'une surveillance annuelle lorsque les ateliers ont fonctionné durant l'année,
- le débit de rejet du conduit n°3 dépasse notablement le débit nominal (295 200 Nm³/h) fixé à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18/07/2008 modifié, ce qui a pour conséquences d'entraîner des dépassements en 2022, 2023 et 2024 des valeurs limites d'émissions en flux pour les poussières et plus ponctuellement pour les COV non méthaniques, pour le dioxyde de soufre et les HAP ; l'inspection constate la non conformité ponctuelle des flux rejetés au niveau du conduit n°3,
- les conditions de fonctionnement des fours et installations lors de l'intervention du

prestataire en charge de l'autosurveillance des rejets air ne sont pas suffisamment précises.

Une synthèse des dépassements des flux au conduit n°3 est présentée ci-dessous en 2022, 2023 et 2024

Paramètres	Unité / VLE	T1 2022	T2 2022 contrôle inopiné	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023 contrôle inopiné	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024 contrôle inopiné
Débit nominal	295 200 Nm ³ /h	353836	349733	354201	354878	/	355714	335000	359052	/	358304	358807
Poussières	Concentration 5 mg/Nm ³	23,48	3,1	4,46	2,32	/	4,75	0,09	3,61	/	2,09	1,2
	Flux kg/h 1,48 kg/h	8,3	1,08	1,58	0,82	/	1,69	0,03	1,3	/	0,75	0,23
SO ₂	Concentration 150 mg/Nm ³	17,54	1,1	1,17	12,15	/	6,73	13,8	2,34	/	8,54	16,6
	Flux 20 kg/h	6,2	0,025 (?)	0,42	4,31	/	2,39	29,8	0,84	/	3,06	3,2
COVnm	Concentration 10 mg/Nm ³	/	4,3	0,22	/	/	8,61	0,9	/	/	4,53	2,3
	Flux 2 kg/h	/	?	0,17	/	/	3,06	0,31	/	/	1,62	0,44
HAP	Concentration 0,1 mg/Nm ³	/	0,02	/	/	/	/	0,07	/	/	/	0,24
	Flux 30 g/h	/	0,6	/	/	/	/	2,36	/	/	/	46

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition de suites n°4 :

L'exploitant doit mettre en conformité, sous un délai de 3 mois, les rejets du conduit n°3. La conformité des rejets atmosphériques doit s'installer dans la durée.

L'ensemble des rejets doit être contrôlé selon les fréquences de surveillance prescrites à l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 18/07/2008 modifié. En cas d'arrêt de l'atelier lors de l'intervention du prestataire, une nouvelle intervention doit être planifiée. Le délai de mise en conformité est de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2020, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Risques sanitaires

Prescription contrôlée :

ARTICLE 26

Les dispositions de l'article 9.4.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions de l'article 9.4.3 ci-dessous.

ARTICLE 9.4.3. EVALUATION DES RISQUES SANITAIRES

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, **au plus tard fin 2021**, une mise à jour de la dernière évaluation des risques sanitaires prenant en compte l'ensemble des émissions atmosphériques du site (canalisées et diffuses) ; celle-ci sera basée sur une étude de dispersion atmosphérique également mise à jour.

Les conclusions de cette évaluation des risques sanitaires seront utilement couplées à une interprétation de l'état des milieux basée sur les résultats de la mesure de l'impact des rejets atmosphériques prévue à l'article 9.2.1.2.

Constats :

L'exploitant n'a pas transmis la mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires.
Cette mise à jour était justifiée par la désaisonnalisation de l'activité depuis janvier 2016 (production sur 12 mois au lieu de 10 mois), liée à la modification du contrat de fourniture d'énergie, ce qui avait conduit à une augmentation globale de la production (de l'ordre de 15%), même si la production journalière et la puissance des fours n'avaient pas été modifiées.
Depuis 2022, l'exploitant déclare que l'exploitation de l'usine est à nouveau saisonnière.

La dernière évaluation des risques sanitaires a été réalisée en 2008 lors de la mise en service du four 3.

Compte tenu de l'arrêt temporaire du four 3, de la mise en œuvre d'une surveillance environnementale depuis 2022 qui permettra d'évaluer l'impact des sources d'émissions de Ferroglobe, l'inspection considère que la mise à jour de l'ERS peut, pour l'instant, être ajournée sous réserve du retour à la désaisonnalisation de l'activité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mise en circuit fermé des eaux de refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Création d'un bassin de refroidissement

Prescription contrôlée :

ARTICLE 4.3.5 : LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	n°1	n°2	n°3	n°4
Nature des effluents	Eaux pluviales	Eaux industrielles + eaux de refroidissement	Eaux pluviales	Eaux vannes
Exutoire du rejet	Milieu naturel	Milieu naturel	Milieu naturel	Réseau EU
Traitement avant rejet	Séparateurs d'hydrocarbures	Traitement physico-chimique	Séparateurs d'hydrocarbures	Station d'épuration ⁽¹⁾ (2)
Milieu récepteur	Romanche	Romanche	Romanche	Romanche ⁽¹⁾

(1) sauf eaux vannes provenant des bureaux fabrication et conditionnement traitées par fosses septiques (traitement par épandage)

(2) ouvrage de traitement à réaliser par la collectivité

1- Courrier d'information de FERROGLOBE du 25/08/2021 du projet de mise en circuit fermé des eaux de refroidissement

2- Courriel de l'inspection du 28/03/2023 concernant des demandes de compléments

3- Courriel ci-dessous de FERROGLOBE du 14/09/2023 en réponse à l'inspection

Bassin de refroidissement

La période estivale et particulièrement le mois d'Août nous a permis d'obtenir un retour d'expérience complémentaire sur le fonctionnement de notre nouveau bassin de refroidissement, nous avons remarqué des dysfonctionnements qui vont donner lieu à des améliorations techniques qui pourront être réalisées cet hiver, en fonction des arrêts techniques de production, qui ne sont pas encore définis fermement à ce jour.

En parallèle nous étudions la mise en place d'un bassin de décantation en amont de ce bassin de refroidissement. Ce bassin de 80m² permettrait de récupérer les eaux de process de l'installation de granulation afin d'assurer un prétraitement physique avant le rejet dans le bassin actuel.

Une revue complète du système avec des points d'améliorations sont donc actuellement à l'étude avec la nouvelle Direction de l'usine. C'est dans ce cadre que je vous sollicite afin d'obtenir un report de délai de quelques mois quant au dépôt du dossier de porté à connaissance qui avait été initialement planifié avant la date du 31 août 2023. L'objectif serait de terminer l'étude et les modifications pour pouvoir mettre dans le dossier ces éléments complémentaires qui doivent être pris en compte dans le dossier global.

Constats :

Les conditions de rejets des eaux résiduelles dans le milieu naturel ont été modifiées au regard des prescriptions d'autosurveillance définies aux articles 4.3.5 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 18/07/2008 modifié.

L'exploitant a informé l'inspection par courriel du 14/09/2023 de la réalisation effective de la mise en circuit fermé des eaux de refroidissement.

Par courriel du 28/03/2023, l'inspection avait porté à la connaissance de l'exploitant des demandes de compléments concernant cette modification :

« Par ailleurs, il vous est demandé de nous adresser avant le 31 août 2023 un porter à connaissance des modifications réalisées concernant l'aménagement de ce bassin (un document plus étoffé que le courrier d'information transmis le 25 août 2021 est attendu).

Une proposition d'autosurveillance figurera dans le PAC afin de pouvoir ajuster les prescriptions actuelles. Les conditions de déversements seront présentées ainsi que les modalités de curage du bassin.

Une appréciation des flux rejetés sera portée au regard des flux admissibles par le milieu. Par ailleurs, un compteur devra être mis en place sur les prélèvements d'eau dans la Romanche nécessaires à la régulation de la température du bassin et de son niveau. Des éléments sur la justification de l'étanchéité du batardeau seront présentés dans le PAC.

L'objectif est de mettre en place, à moyen terme, un nouveau cadre d'autosurveillance de vos rejets saisonniers. »

A ce jour, l'exploitant n'a toujours pas apporté les éléments attendus par l'inspection. Lors de la visite terrain, il est constaté que le bassin de refroidissement est déversant.



Bassin de refroidissement déversant

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition de suites n°5 :

Un porté à connaissance des nouvelles conditions des rejets aqueux de l'usine est transmis à l'inspection sous un délai de 3 mois. Ce dossier permet d'apporter des réponses aux demandes de l'inspection formulées dans son courriel du 28/03/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois